

TOGO

Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs les Membres des Bureaux de PNUE,

Mesdames et Messieurs les Membres des Bureaux de l'ONUDI,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales, Régionales et Sous-Régionales,

Mesdames et Messieurs les Partenaires en Développement,

Mesdames et Messieurs les Responsables Nationaux chargés des questions de changements climatiques,

Mesdames, Messieurs.

C'est un réel plaisir pour moi de prendre la parole devant cette auguste assemblée pour exposer les préoccupations de mon pays le Togo concernant les perturbations climatiques constatées ces dernières années. Au nom du peuple togolais et de son Président Son Excellence GNASSINGBE Eyadéma, Président en exercice de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) permettez-moi d'adresser mes félicitations aux Responsables et Organisateurs de cette grande assise.

Le Togo a compris très tôt l'importance de l'intégration des Problèmes Environnementaux dans son plan de développement. C'est pourquoi, dès 1987, il a été créé un Ministère chargé de l'Environnement. L'adoption du Code National de l'Environnement a suivi en 1988.

Ces efforts se sont poursuivis par l'élaboration d'un Plan National l'Action pour l'Environnement (PNAE) qui vise la définition et la promotion d'un cadre stratégique global, destiné à intégrer les questions d'Environnement et de développement, à préparer et à exécuter des Projets et des Programmes dans le domaine de l'Environnement pour un développement durable.

Le Togo exprime ainsi sa volonté de participer à la dynamique mondiale en donnant aux Problèmes Environnementaux mondiaux un regain de priorité exceptionnelle.

Excellences Mesdames et Messieurs,

Depuis 1998, le Togo s'est engagé, comme tant d'autres pays, à préparer sa Communication Nationale Initiale. Nous sommes conscients de cette tâche et avons la conviction de gagner le pari. Aujourd'hui nous connaissons nos émissions de Gaz à effet de Serre dans les secteurs prioritaires définis par le Groupe d'Experts Intergouvernementaux sur l'évolution du Climat.

Nous avons réussi à identifier, avec certitude, les secteurs les plus vulnérables sur le territoire national et nos stratégies d'adaptation sont en cours de définition.

A l'étape actuelle de notre développement, notre secteur de Déchets ne produit guère de Méthane vu les conditions de déversements aérobics. Une meilleure gestion de nos déchets impose à nos pays en développement de gros investissements difficiles à trouver en ce moment où la crise économique semble nous pousser dans nos derniers retranchements.

Excellences Mesdames et Messieurs,

Nos pays en développement attendent beaucoup de cette rencontre parce que subissant les impacts des importantes émissions de Gaz à effet de Serre des grands pays industrialisés. Et c'est pour cela que nous invitons ces pays à respecter les engagements pris à Kyoto il y a trois (3) ans.

Les points d'intérêt pour notre continent, l'Afrique, seront alors les avantages à tirer de certaines dispositions de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ; nous pensons évidemment aux Mécanismes de Flexibilité et particulièrement le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP).

Ces mécanismes ~~sont~~ pour l'Afrique qui dans son effort de Développement Durable, peuvent contribuer encore plus efficacement à la réduction de nos émissions déjà très faibles.

S'agissant des critères de sélection, de participation et de financement des projets MDP, tout reste encore à élucider ; pour l'instant, nous faisons confiance à nos experts nationaux et au soutien des bailleurs afin que nos projets puissent bénéficier des facilités qui vont s'ouvrir à tous les pays non annexe I.

Nos pays sollicitent, conformément à l'article 6 de la Convention, l'appui des Parties à l'élaboration et l'application de programmes d'éducation, de sensibilisation du public sur les changements climatiques et leurs effets, ainsi que l'accès public aux informations.

Les pays qui possèdent une zone côtière de faible élévation comme le Togo, sont fortement vulnérables au problème de la montée du niveau de la mer.

Ils pourront alors tirer avantage du fonds d'adaptation aux impacts des changements climatiques conformément à l'article 4.8 de la Convention.

Nous tenons à remercier le Fonds pour l'Environnement Mondial, la Banque Mondiale, l'Union Européenne et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et les autres partenaires pour leurs appuis financier et technique à la réalisation de nos Communications Nationales et au renforcement des capacités. Nous voudrions saisir l'occasion pour les exhorter à continuer dans cette voie.

Excellences Mesdames et Messieurs,

Nous comptons participer activement à la lutte pour la sauvegarde de notre planète terre et permettre aux générations futures de connaître une existence plutôt harmonieuse dans un environnement en parfait équilibre et leur laisser ce message :

"Protéger l'Environnement c'est Protéger le Climat, c'est prévenir les Catastrophes Naturelles, c'est éviter les Phénomènes Climatiques Extrêmes, c'est protéger tout simplement la Vie".

Je vous remercie.